

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 13. La présente ordonnance entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mai 2015.

Rudi VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

Guy VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

Didier GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

Pascal SMET,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics

Céline FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie

—
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2014-2015

A-118/1 Projet d'ordonnance

A-118/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 24 avril 2015.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

Art. 13. Deze ordonnantie treedt in werking op de dag die wordt vastgesteld door de Regering.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 mei 2015.

Rudi VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

Guy VANHENGEL,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

Didier GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

Pascal SMET,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

Céline FREMAULT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

—
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2014-2015

A-118/1 Ontwerp van ordonnantie

A-118/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 24 april 2015.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31344]

28 MAI 2015. — *Ordonnance modifiant**l'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique*

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 5, 2^o, de l'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique, le *a)* est remplacé par ce qui suit :

« *a)* l'établissement d'hébergement touristique détient une attestation de sécurité d'incendie qui témoigne que l'hébergement satisfait aux normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifique aux établissements d'hébergement applicables au bâtiment ou à la partie de bâtiment concernée. L'attestation de sécurité d'incendie est délivrée par le bourgmestre de la commune où l'hébergement touristique se situe sur avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale et délivré par Bruxelles – Prévention & Sécurité ou par le gouvernement en cas de recours.

Pour les établissements d'hébergement touristique visés à l'article 3, 6^o et 7^o et dans les conditions déterminées par le gouvernement, l'attestation de contrôle simplifié qui témoigne que l'hébergement satisfait aux normes de sécurité concernant l'installation électrique, le chauffage et le gaz peut se substituer à l'attestation de sécurité d'incendie. L'attestation de contrôle simplifié est délivrée par le bourgmestre de la commune où l'hébergement touristique se situe sur la base de certificats de conformité délivrés par un organisme agréé ou par le gouvernement en cas de recours.

Le gouvernement détermine le modèle, les modalités d'octroi et la durée de validité de l'attestation et de l'attestation de contrôle simplifié, ainsi que la possibilité de recours contre une décision de refus ou de retrait d'une attestation de sécurité d'incendie ou contre l'absence d'une pareille décision. ».

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31344]

28 MEI 2015. — *Ordonnantie tot wijziging**van de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristische logies*

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 5, 2^o, van de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristische logies, wordt de bepaling onder *a)* vervangen als volgt :

« *a)* het toeristisch logies beschikt over een attest van brandveiligheid dat aangeeft dat het logies beantwoordt aan de specifieke veiligheidsnormen inzake brandbescherming voor de logies die van toepassing zijn op het desbetreffende gebouw of deel van het gebouw. Het attest van brandveiligheid wordt afgegeven door de burgemeester van de gemeente waar het toeristisch logies ligt op advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulpverlening en verstrekt door Brussel – Preventie en Veiligheid of door de regering in geval van beroep.

Voor de toeristische logies bedoeld in artikel 3, 6^o en 7^o en onder door de regering bepaalde voorwaarden, kan het vereenvoudigdecontroleattest dat aantoonst dat het logies voldoet aan de veiligheidsnormen betreffende de elektriciteitsinstallatie, de verwarming en het gas het attest van brandveiligheid vervangen. Het vereenvoudigdecontroleattest wordt afgegeven door de burgemeester van de gemeente waar het logies ligt, op grond van conformiteitsattesten verstrekt door een erkende instantie of door de regering in geval van beroep.

De regering bepaalt het model, de wijze van afgifte en de geldigheidsduur van het attest en van het vereenvoudigdecontroleattest, alsook de beroepsmogelijkheid tegen een beslissing tot weigering of intrekking van een brandveiligheidsattest of tegen het uitblijven van een dergelijke beslissing. ».

Art. 3. Dans le chapitre 2, section 1^{re}, de la même ordonnance, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifiques aux établissements d'hébergement visées à l'article 5, 2^o, a) sont déterminées par le gouvernement par catégorie d'hébergement et, le cas échéant, par sous-catégorie en tenant compte de la capacité maximale d'hébergement, du type de service offert et de l'ancienneté du bâtiment.

Une dérogation aux normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifiques aux établissements d'hébergement peut être accordée par le gouvernement pour autant que le niveau de sécurité en matière d'incendie demeure satisfaisant. A cette fin, le gouvernement peut imposer des mesures de compensation. La procédure de demande de dérogation est déterminée par le gouvernement. ».

Art. 4. Dans l'article 6 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « , le lieu d'affichage ou d'apposition, le droit de reproduction par le détenteur » sont insérés entre les mots « le modèle » et les mots « et les modalités »;

2^o il est ajouté un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de perte du droit d'exploitation de l'hébergement touristique ou de cessation d'activité y afférente, le logo est restitué au fonctionnaire désigné par le gouvernement, et ce, aux conditions, selon la procédure et dans les délais déterminés par le gouvernement. ».

Art. 5. Dans l'article 7 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « , le lieu d'affichage ou d'apposition, le droit de reproduction par le détenteur » sont insérés entre les mots « le modèle » et les mots « et les modalités »;

2^o il est ajouté un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de perte du droit d'exploitation de l'hébergement touristique ou de cessation d'activité y afférente, le logo est restitué au fonctionnaire désigné par le gouvernement, et ce, aux conditions, selon la procédure et dans les délais déterminés par le gouvernement. ».

Art. 6. Dans l'article 8 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « , le lieu d'affichage ou d'apposition, le droit de reproduction par le détenteur » sont insérés entre les mots « le modèle » et les mots « et les modalités »;

2^o il est ajouté un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. En cas de perte du droit d'exploitation de l'hébergement touristique ou de cessation d'activité y afférente, le logo est restitué au fonctionnaire désigné par le gouvernement, et ce, aux conditions, selon la procédure et dans les délais déterminés par le gouvernement. ».

Art. 7. Dans l'article 10 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « , le lieu d'affichage ou d'apposition, le droit de reproduction par le détenteur » sont insérés entre les mots « le modèle » et les mots « et les modalités »;

2^o il est ajouté un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de perte du droit d'exploitation de l'hébergement touristique ou de cessation d'activité y afférente, le logo est restitué au fonctionnaire désigné par le gouvernement, et ce, aux conditions, selon la procédure et dans les délais déterminés par le gouvernement. ».

Art. 8. Dans l'article 12 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'exploitant affiche le logo d'identification de l'hébergement touristique exploité dans la catégorie « centre d'hébergement de tourisme social », dont le modèle, le lieu d'affichage ou d'apposition, le droit de reproduction par le détenteur et les modalités d'obtention sont arrêtés par le gouvernement. »;

Art. 3. In hoofdstuk 2, afdeling 1, van dezelfde ordonnantie, wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend :

« Art. 5/1. De specifieke veiligheidsnormen inzake brandbescherming voor de logies bedoeld in artikel 5, 2^o, a) worden door de regering bepaald per categorie logies en, in voorkomend geval, per subcategorie, rekening houdend met de maximale logiescapaciteit, het soort aangeboden dienst en de ouderdom van het gebouw.

Een afwijking van de specifieke veiligheidsnormen inzake brandbescherming voor de logies kan worden toegestaan door de regering, voor zover het brandveiligheidsniveau voldoende blijft schenken. Daartoe kan de regering compenserende maatregelen opleggen. De procedure om een afwijking aan te vragen wordt door de regering vastgesteld. ».

Art. 4. In artikel 6 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « , de plaats van aanbrenging en aanplakking, het reproductierecht van de houder » ingevoegd tussen de woorden « het model » en de woorden « en de nadere regels »;

2^o het wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend :

« § 4. In geval van verlies van het exploitatierecht van het toeristische logies of van stopzetting van de activiteit, wordt het logo teruggegeven aan de door de regering gemachtigde ambtenaar, overeenkomstig de voorwaarden, de procedure en binnen de termijnen bepaald door de regering. ».

Art. 5. In artikel 7 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « , de plaats van aanbrenging en aanplakking, het reproductierecht van de houder » ingevoegd tussen de woorden « het model » en de woorden « en de nadere regels »;

2^o het wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend :

« § 4. In geval van verlies van het exploitatierecht van het toeristische logies of van stopzetting van de activiteit, wordt het logo teruggegeven aan de door de regering gemachtigde ambtenaar, overeenkomstig de voorwaarden, de procedure en binnen de termijnen bepaald door de regering. ».

Art. 6. In artikel 8 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden « , de plaats van aanbrenging en aanplakking, het reproductierecht van de houder » ingevoegd tussen de woorden « het model » en de woorden « en de nadere regels »;

2^o het wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend :

« § 5. In geval van verlies van het exploitatierecht van het toeristische logies of van stopzetting van de activiteit, wordt het logo teruggegeven aan de door de regering gemachtigde ambtenaar, overeenkomstig de voorwaarden, de procedure en binnen de termijnen bepaald door de regering. ».

Art. 7. In artikel 10 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « , de plaats van aanbrenging en aanplakking, het reproductierecht van de houder » ingevoegd tussen de woorden « het model » en de woorden « en de nadere regels »;

2^o het wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend :

« § 4. In geval van verlies van het exploitatierecht van het toeristische logies of van stopzetting van de activiteit, wordt het logo teruggegeven aan de door de regering gemachtigde ambtenaar, overeenkomstig de voorwaarden, de procedure en binnen de termijnen bepaald door de regering. ».

Art. 8. In artikel 12 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De exploitant brengt het identificatielogo van het toeristische logies van de categorie « verblijfscentra van sociaal toerisme » aan; het model, de plaats van aanbrenging en aanplakking, het reproductierecht van de houder en de nadere regels tot het verkrijgen ervan worden vastgesteld door de regering. »;

2° il est ajouté un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de perte du droit d'exploitation de l'hébergement touristique ou de cessation d'activité y afférente, le logo est restitué au fonctionnaire désigné par le gouvernement, et ce, aux conditions, selon la procédure et dans les délais déterminés par le gouvernement. ».

Art. 9. Dans l'article 13 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'exploitant affiche le logo d'identification de l'hébergement touristique exploité dans la catégorie « terrain de camping », dont le modèle, le lieu d'affichage ou d'apposition, le droit de reproduction par le détenteur et les modalités d'obtention sont arrêtés par le gouvernement. »;

2° il est ajouté un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas de perte du droit d'exploitation de l'hébergement touristique ou de cessation d'activité y afférente, le logo est restitué au fonctionnaire désigné par le gouvernement, et ce, aux conditions, selon la procédure et dans les délais déterminés par le gouvernement. ».

Art. 10. Dans l'article 16 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La déclaration préalable est introduite auprès du fonctionnaire désigné par le gouvernement au moyen d'un formulaire dont la forme et les mentions minimales sont déterminées par le gouvernement par catégories et, le cas échéant, par sous-catégories.

Un écrit accusant la bonne réception de la déclaration préalable avec mention de la date et renseignant le déclarant de son caractère complet ou non, lui est adressé par le fonctionnaire désigné par le gouvernement.

Si le dossier est complet, l'écrit constitue un accusé de réception. Le délai visé au paragraphe 3 commence à courir à partir de l'envoi dudit écrit. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Si le dossier est incomplet, l'écrit s'accompagne d'une notification des pièces manquantes dont la date d'envoi est prise pour le début du délai dont dispose le déclarant pour compléter sa déclaration.

Passé ce délai, le fonctionnaire désigné par le gouvernement ne procède pas à l'enregistrement s'il juge ne pas disposer d'un dossier complet comme demandé. »;

3° il est inséré un paragraphe 2/1., rédigé comme suit :

« § 2/1. Les délais, les procédures et leurs modalités à respecter par le déclarant et le fonctionnaire désigné par le gouvernement pour les obligations consignées aux paragraphes 1^{er} et 2, sont déterminés par le gouvernement. »;

4° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « demande » est remplacé par le mot « déclaration »;

5° au paragraphe 4, les mots « transmis dans le même délai » sont remplacés par les mots « transmise dans le délai visé par le paragraphe 3, alinéa 1^{er} ».

Art. 11. Dans les articles 20, paragraphe 4, alinéas 1^{er} et 2, et 21, alinéa 3, de la même ordonnance, les mots « de l'autorisation » sont chaque fois remplacés par les mots « du numéro d'enregistrement ».

Art. 12. Dans l'article 22 de la même ordonnance, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« Le gouvernement précise tout élément nécessitant une modification de l'enregistrement et arrête le formulaire à utiliser à cette fin. L'exploitant communique l'événement générateur de l'adaptation dans les trente jours après qu'il ait eu lieu.

Le fonctionnaire désigné par le gouvernement identifie les pièces que l'exploitant doit introduire à cet égard, et ce, dans le délai et selon les modalités déterminés par le gouvernement. »;

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend:

« § 4. In geval van verlies van het exploitatierecht van het toeristische logies of van stopzetting van de activiteit, wordt het logo teruggegeven aan de door de regering gemachtigde ambtenaar, overeenkomstig de voorwaarden, de procedure en binnen de termijnen bepaald door de regering. ».

Art. 9. In artikel 13 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De exploitant brengt het identificatielogo van het toeristische logies van de categorie « kampeerterreinen » aan; het model, de plaats van aanbrenging en aanplakking, het reproductierecht van de houder en de nadere regels tot het verkrijgen ervan worden vastgesteld door de regering. »;

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend :

« § 4. In geval van verlies van het exploitatierecht van het toeristische logies of van stopzetting van de activiteit, wordt het logo teruggegeven aan de door de regering gemachtigde ambtenaar, overeenkomstig de voorwaarden, de procedure en binnen de termijnen bepaald door de regering. ».

Art. 10. In artikel 16 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De voorafgaande aangifte wordt bij de door de regering gemachtigde ambtenaar ingediend door middel van een formulier waarvan de vorm en de minimale vermeldingen door de regering per categorie en, in voorkomend geval, per subcategorie, worden vastgesteld.

Een schrijven bevestigt de ontvangst van de voorafgaande aangifte en vermeldt de ontvangstdatum. Het licht de aangever in over het al dan niet volledige karakter van de aangifte en wordt aan hem gericht door de door de regering gemachtigde ambtenaar.

Indien het dossier volledig is, geldt het schrijven als ontvangstbewijs. De termijn bedoeld in paragraaf 3 begint te lopen vanaf de verzending van dat schrijven. »;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Indien het dossier onvolledig is, wordt het schrijven vergezeld van een kennisgeving van de ontbrekende stukken waarvan de verzendingsdatum geldt als de begindatum van de termijn waarover de aangever beschikt om zijn aangifte aan te vullen.

Na het verstrijken van die termijn, gaat de door de regering gemachtigde ambtenaar niet tot de registratie over als hij oordeelt dat hij niet over het vereiste volledig dossier beschikt. »;

3° er wordt een paragraaf 2/1. ingevoegd, luidend :

« § 2/1. De termijnen, de procedures en hun nadere regels die de aangever en de door de regering gemachtigde ambtenaar moeten naleven voor de verplichtingen opgenomen in de paragrafen 1 en 2, worden vastgesteld door de regering. »;

4° in paragraaf 3, eerste lid, wordt het woord « aanvraag » vervangen door het woord « aangifte »;

5° in paragraaf 4, worden de woorden « dezelfde termijn » vervangen door de woorden « de termijn bedoeld in § 3, eerste lid ».

Art. 11. In de artikelen 20, § 4, eerste en tweede lid, en 21, derde lid, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « de vergunning » telkens vervangen door de woorden « het registratienummer ».

Art. 12. In artikel 22 van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

« De regering bepaalt elk element dat een wijziging van de registratie noodzaakt en het daarvoor te gebruiken formulier. De exploitant deelt de gebeurtenis die aanleiding heeft gegeven tot de wijziging mee binnen dertig dagen nadat zij zich heeft voorgedaan.

Binnen de termijn en overeenkomstig de nadere regels bepaald door de regering, stelt de door de regering gemachtigde ambtenaar vast welke stukken de exploitant in dat verband moet indienen. »;

2° au paragraphe 2, la première phrase est complétée par les mots « soit par lettre recommandée à la poste, soit par courrier électronique ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mai 2015.

Rudi VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

Guy VANHENGEL,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

Didier GOSUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

Pascal SMET,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics

Céline FREMAULT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie

—
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2014-2015

A-101/1 Proposition d'ordonnance

A-101/2 Rapport

A-101/3 Amendements après rapport

A-101/4 Rapport complémentaire

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 22 mai 2015.

2° in de eerste zin van paragraaf 2, worden de woorden « , hetzij bij ter post aangetekend schrijven, hetzij per elektronisch bericht, » ingevoegd tussen de woorden « licht de exploitant » en de woorden « over de wijziging ».

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 mei 2015.

Rudi VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

Guy VANHENGEL,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

Didier GOSUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

Pascal SMET,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

Céline FREMAULT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Énergie

—
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2014-2015

A-101/1 Voorstel van ordonnantie

A-101/2 Verslag

A-101/3 Amendementen na verslag

A-101/4 Aanvullend verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 22 mei 2015.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2015/31347]

18 DECEMBRE 2014. — Arrêté 2013/145 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012 rendant applicables aux membres du personnel contractuel des services du Collège de la Commission communautaire française certains congés prévus par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87 § 3 modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012 rendant applicables aux membres du personnel contractuel des services du Collège de la Commission communautaire française certains congés prévus par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 11 mars 2013 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 27 mars 2014 ;

Vu l'accord du Ministre fédéral de la fonction publique donné le XXX;

Vu le protocole 2014/ 14 du 25 avril 2014 du Comité de Secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté 2013/145 du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 2014 sur la situation respective des femmes et des hommes du 18 décembre 2014 ;

Vu l'avis 56.430/2 du Conseil d'Etat donné le 23 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public;